

Does Cascades Containerboard Packaging, a division of Cascades Canada ULC meet FSC's Controlled Wood standard? October 30, 2019

We are carrying out an audit of Cascades Containerboard located in Trenton, ON and Cabano, QC to see if their operations comply with FSC's [Controlled Wood](#) standard (FSC-STD-40-005 V3-1). We are writing to you to ask if you know of any reason why their operations would not meet this standard.

Controlled Wood is wood that meets minimum requirements and that can therefore be mixed with FSC wood and used in products with an FSC Mix label. In particular, the wood must not be:

- harvested illegally.
- harvested in violation of traditional and civil rights.
- harvested from forests with a high conservation value that is threatened by management activities.
- harvested from forests being converted to plantations or non-forest use.
- from forests in which genetically modified trees are planted.

We will carry out our audit on during the month of December. Here is how you should comment, if you wish to do so:

- When? You should send comments to us before or during the audit.
- How? You can comment by .
 - Meeting with a NEPCon staff member in person.
 - Phone to Laura St. Peter, or Anna Luz, NEPCon staff member from NEPCon Canada. Their phone numbers are Laura - +1 952 807 4690; Anna - +1-514-516-4649
 - Writing to Laura St. Peter at 13 Jolina Court-2nd Floor, P.O. Box 99, Richmond, VT, USA 05477
 - Email to Laura St. Peter at lstpeter@nepcon.org
 - In person by arranging to meet with Laura St. Peter or Anna Luz
- If you want your comments to be confidential please notify us when you submit the comments.

If you provide comments, we will provide feedback to you within 30 days of the audit.

Cascades Containerboard has written a summary document that lists:

- the risks they have identified that they may source unacceptable wood
- the measures they implement to mitigate those risks.

We have attached this summary document to this letter.

If you wish to dispute any aspect of this forest certification process or the decision we reach as to whether this company meets the Controlled Wood standard, you can access our Dispute Resolution Policy at www.nepcon.org.

Thank you for any help you are able to provide.

If you have any recommendations for contacting other stakeholders that may have an interest in providing comments on this company and audit, we would also gladly receive these from you.

Yours sincerely,

Laura St. Peter
Certification Services Associate
NEPCon United States

lstpeter@nepcon.org
+ 1 952 807 4690

Sommaire public - Système de diligence raisonnable Norme FSC sur le bois contrôlé FSC-STD-40-005 v3.1

1. Information sur l'organisation

Nom du détenteur de certificat:	Cascades Emballage carton-caisse, une division de Cascades Canada ULC		
Numéro de certificat:	NC-COC-000747		
Personnes-ressources:	Cascades Emballage carton-caisse – Cabano Clarence Dubé, Acheteur Fibres Bureau: 418 854-8414 Poste: 58414	Cascades Emballage carton-caisse – Trenton Richard Groves, Forest Groves Consulting Ltd Cellulaire : 807 630-8757	Cascades Canada ULC Stacey Biron, Conseillère en environnement Bureau. : 819 363-5750 Cellulaire. : 819 350-9011
Dernière mise à jour:	2019-10-18		

2. Analyse de risques

2.1 Canada

Analyse de risques:	Analyse de risque nationale du Canada - FSC Canada (FSC-NRA-CA V1-0)
Dernière mise à jour:	26 juin 2019

Risques déterminés associés aux régions d'approvisionnement de l'organisation

Provinces	2.3 Premières Nations	3.1.1 Espèces menacées et vulnérables	3.1.2 Paysages forestiers intacts	4. Conversion
Québec	X	X	-	-
Ontario	X	X	-	X
Nouveau-Brunswick	X	X	-	-

2.2 États-Unis

Analyse de risque:	Analyse de risque nationale des États-Unis - FSC US (FSC-NRA-USA V1-0)
Dernière mise à jour:	5 mai 2019

Risques associés aux régions d'approvisionnement de l'organisation

États	Aucun risque
Maine	X

3. Régions d'approvisionnement

Provinces	Risques déterminés associés aux régions d'approvisionnement de l'organisation			
	2.3 Premières Nations	3.1.1 Espèces menacées et vulnérables	3.1.2 Paysages forestiers intacts	4. Conversion
Québec (Cabano)	X	X	-	-
<i>Bas-St-Laurent</i>	X	X	-	-
<i>Gaspésie</i>	X	X	-	-
<i>Charlevoix</i>	X	X	-	-
Ontario (Trenton)	X	X	-	X
<i>Forêts du sud des Grands-Lacs</i>	X	X	-	-
<i>Forêts des basses-terres de l'Est des Grands-Lacs</i>	X	X	-	-
<i>Bouclier boréal de l'Est</i>	X	-	-	X
<i>Plaines à forêts mixtes</i>	X	-	-	X
Nouveau-Brunswick (Cabano)	X	X	-	-

4. Mesures d'atténuation

Régions d'approvisionnement de l'organisation		
Indicateur	Mesures d'atténuation	Résultats escomptés
1. Bois récolté illégalement - Aucun risque déterminé		
2. Bois récolté en violation des droits humains ou ancestraux		
2.3	<i>Les premières nations ne s'opposent pas aux plans d'aménagement (forêt publique)</i>	<i>Aucune documentation publique faisant allusion à une opposition de Premières nations aux plans d'aménagement forestier</i>
	<i>Un processus de règlement des différends de grande ampleur est effectif pour régler les questions découlant de violations du droit des peuples autochtones liées aux activités de gestion forestière. (forêt privée)</i>	<i>Un processus de règlement de différends est en vigueur.</i>
3. Bois en provenance de forêts dans lesquelles des hautes valeurs de conservation sont menacées par des activités d'aménagement forestier		
3.1	<i>Il y a des preuves à l'effet que des actions sont mises en œuvre au sein de la zone d'approvisionnement pour atténuer les menaces causées les activités forestières aux habitats essentiels* identifiés dans le programme de rétablissement fédéral.</i>	<i>Documentations de la mise en oeuvre des mesures d'atténuation prévues dans les plans de rétablissement des espèces à risque déterminé identifiées.</i>
	<i>Des preuves démontrent que :</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>il ne se fait pas de récolte dans les habitats essentiels* des espèces à risque déterminé identifiées;</i> 	<i>Documentation faisant la preuve que l'approvisionnement en bois ne provient pas des habitats essentiels des espèces à risque déterminé identifiées.</i>
	<i>Les preuves font la démonstration que les propriétaires ou aménagistes des forêts de propriété privée sont informés :</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>des habitats essentiels* d'espèces présentes dans leurs forêts sous aménagement; ET</i> <i>des menaces aux habitats essentiels*;</i> ET <i>des bonnes pratiques de gestion pour réduire les menaces aux habitats essentiels*;</i> ET 	<i>Documentation remise aux propriétaires et/ou entrepreneurs forestiers</i>

Régions d'approvisionnement de l'organisation

Indicateur	Mesures d'atténuation	Résultats escomptés
	<i>de la législation applicable.</i>	
4. Bois en provenance de forêts en cours de conversion en plantations ou en territoire non forestier		
4.1	<i>Les preuves démontrent que le matériel fourni ne provient pas de zones converties en territoire non forestier.</i>	<i>Documentation démontrant que l'approvisionnement en bois ne provient pas de forêts converties à un autre usage.</i>
5. Bois de forêts où sont plantés des arbres génétiquement modifiés - Aucun risque déterminé		

5. Experts conseils

Sans objet - Mesures d'atténuation de l'analyse de risque nationale du - FSC Canada (FSC-NRA-CA V1-0)

Sans objet - Mesures d'atténuation de l'analyse de risque nationale des États-Unis - FSC US (FSC-NRA-USA V1-0)

Analyse des régions d'approvisionnement et mise en oeuvre des mesures d'atténuation réalisées par Nicolas Blanchette, INCOS Strategies et Ugo Lapointe, SmartCert

6. Consultation publique

Aucune consultation requise

7. Mécanisme de gestion des plaintes



18. Procédure de traitement des commentaires ou de plaintes du public en lien avec le SDR

La gestionnaire du certificat est responsable de la réception et du traitement des commentaires ou plaintes externes. Toute communication peut être adressée à :

Stacey Biron, *conseillère en environnement*
Cascades Canada ULC
471, Boul. Marie-Victorin,
Kingsey Falls, Quebec,
Canada J0A 1B0
Courriel: stacey_biron@cascades.com
Téléphone: 819-363-5750 ext. 55469

Lorsque l'entreprise reçoit un commentaire ou une plainte portant sur son SDR sur l'approvisionnement en bois contrôlé, les mesures suivantes sont enclenchées :

- a) Accuser réception auprès de l'individu ou de l'organisation à la réception de la plainte ou du commentaire ; procéder de l'une des manières suivantes : par courriel lorsque reçue par courriel ; au téléphone lors de l'appel de commentaire ou plainte ; par courrier postal si la plainte arrive par courrier sans numéro de téléphone ou adresse courriel associée.
- b) En dedans de deux semaines de la réception de la plainte :
 - S'il s'agit d'une plainte sur une analyse de risque externe à l'entreprise (analyse de risque nationale), faire suivre la plainte à l'entité responsable indiquée dans l'analyse de risque nationale concernée
 - informer la partie plaignante de cette procédure de traitement des plaintes et fournir une réponse initiale, y compris l'information à l'effet que l'entreprise a fait suivre sa plainte si tel est le cas (et auquel cas la procédure de gestion de plainte s'arrête ici)
 - Faire une vérification préliminaire pour déterminer si la plainte repose sur des preuves solides, en comparant ces preuves à la possibilité qu'il y ait du bois non contrôlé ; si la plainte est ainsi jugée significative et potentiellement fondée, voir avec la partie plaignante de quelle manière la situation peut être corrigée, avant d'aller plus loin ; faire suivre la plainte au registraire et à FSC Canada en présentant les étapes à venir pour la traiter et comment une approche de précaution sera employée entre-temps. Si la contestation est jugée potentiellement fondée, l'entreprise entamera les étapes suivantes à l'intérieur de 2 mois. Si la contestation est jugée non fondée dès cette étape, l'entreprise expliquera à la partie plaignante, par écrit, pourquoi elle arrive à de telles conclusions et qu'elle maintient les conclusions de son évaluation précédente.
- c) Pendant qu'une plainte est active et non résolue, pour appliquer le principe de précaution, l'entreprise informera de la problématique tous ses fournisseurs impliqués afin qu'ils collaborent à la cueillette d'informations. Dans la mesure du possible, elle tentera de réduire ou différer les

Dans ce manuel, l'usage de l'acronyme FSC est employé en tant que marque enregistrée FSC® selon la norme FSC 50-001 (v1-2)

- arrivages de matière des fournisseurs concernés, ou d'exclure cette dernière des groupes de produits FSC (ce qui peut demander une ségrégation de la matière).
- d) L'entreprise procédera à une vérification documentaire ou terrain avec le ou les fournisseurs potentiellement impliqués(s) (récolte ou chaîne logistique). Cette vérification sera ciblée de manière à permettre d'identifier de nouvelles sources d'information pour valider ou invalider les fondements de la contestation retenue.
 - e) Si les nouvelles informations permettent d'invalider les fondements de la contestation, l'entreprise expliquera à la partie plaignante, par écrit, pourquoi elle arrive à de telles conclusions et qu'elle maintient les conclusions de son évaluation précédente.
 - f) Advenant le cas où une non-conformité aux exigences de bois contrôlé du FSC serait identifiée, des demandes d'actions correctives et des moyens pour y répondre seront convenus avec les fournisseurs en cause, et l'entreprise en vérifiera la mise en œuvre et l'efficacité.
 - g) Si aucune mesure corrective n'est appliquée, le ou les fournisseurs en cause et leurs approvisionnements seront exclus des groupes de produits FSC et seront dans la catégorie de bois non contrôlé tant et aussi longtemps que ces fournisseurs n'auront pas fait la démonstration qu'ils peuvent satisfaire aux exigences relatives au bois contrôlé.
 - h) L'entreprise avisera la partie plaignante, son registraire et le bureau national FSC concerné (FSC Canada ou FSC US) du résultat du traitement de la plainte et de toute action prise en vue de sa résolution.
 - i) Les commentaires et plaintes reçues et toute correspondance et documentation subséquente sur les actions entreprises sont enregistrés et archivés pour une période minimum de 5 ans.

Dans ce manuel, l'usage de l'acronyme FSC est employé en tant que marque enregistrée FSC® selon la norme FSC 50-001 (v1-2)

Public summary – Due Diligence System

Requirements for Sourcing Controlled Wood FSC-STD-40-005 v3.1

1. Information about the organization

Name of certificate holder:	Cascades Containerboard Packaging, a division of Cascades Canada ULC		
Certificate number:	NC-COC-000747		
Contacts:	Cascades Containerboard Packaging – Cabano Clarence Dubé, <i>Fibres Purchaser</i> Office: 418 854-8414 Ext.: 58414	Cascades Containerboard Packaging – Trenton Richard Groves, <i>Forest Groves Consulting Ltd</i> Cell: 807 630-8757	Cascades Canada ULC Stacey Biron, <i>Environmental Advisor</i> Office: 819 363-5750 Ext. 55469 Cell.: 819 350-9011
Last update:	2019-10-18		

2. Risk Assessment

2.1 Canada

Risk Assessment	National Risk Assessment for Canada - FSC Canada (FSC-NRA-CA V1-0)
Last update:	2019-06-26

Identified risk associated with the organization's supply regions

Provinces	2.3 First Nations	3.1.1 Endangered and vulnerable species	3.1.2 Intact forested landscapes	4. Conversion
Québec	X	X	-	-
Ontario	X	X	-	X
New-Brunswick	X	X	-	-

2.2 United States

Risk assessment	National Risk Assessment for the conterminous United States of America (FSC-NRA-USA V1-0)
Last update:	2019-05-05

Identified risk associated with the organization's supply regions

States	No risk
Maine	X

3. Supply regions

Provinces	Identified risk associated with the organization's supply regions			
	2.3 First Nations	3.1.1 Endangered and vulnerable species	3.1.2 Intact forested landscapes	4. Conversion
Québec (Cabano)	X	X	-	-
<i>Bas-St-Laurent</i>	X	X	-	-
<i>Gaspésie</i>	X	X	-	-
<i>Charlevoix</i>	X	X	-	-
Ontario (Trenton)	X	X	-	X
<i>Southern Great Lakes Forests</i>	X	X	-	-
<i>Eastern lowland forests of the Great Lakes</i>	X	X	-	-
<i>Eastern Boreal Shield</i>	X	-	-	X
<i>Mixedwood Plains</i>	X	-	-	X
New-Brunswick (Cabano)	X	X	-	-

4. Mitigation measures

Organization's supply regions		
Indicator	Mitigation measures	Expected results
1. Illegally harvested wood – No Specified Risk areas identified.		
2. Wood harvested in violation of traditional and human rights		
2.3	<i>First Nations do not oppose the forest management plans (public forest).</i>	<i>No public documentation hinting at First Nations opposition to forest management plan.</i>
	<i>An extensive dispute settlement process is effective to address issues arising from violations of Indigenous Peoples' rights related to forest management activities. (private forest)</i>	<i>A dispute settlement process is in place.</i>
3. Wood from forests in which high conservation values are threatened by forest management activities		
3.1	<i>There is evidence that actions are being implemented within the supply area to mitigate the threats caused by forest activities to critical habitats * identified in the federal recovery strategy.</i>	<i>Documentations of the implementation of the mitigation measures provided in the recovery plans for the identified species within specified risk area</i>
	<i>Evidence shows that:</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Harvesting does not take place in critical habitats for Specified Risk species identified</i> 	<i>Documentation showing that the wood supply does not originate from the critical habitats of the identified species within specified risk area.</i>
	<i>Evidence shows that owners or managers of privately-owned forests are informed about:</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>critical habitats of species present within their managed forests; AND</i> <i>threats to critical habitats; AND</i> <i>best management practices to reduce threats to critical habitats; AND</i> <i>applicable legislation.</i> 	<i>Documentation provided to forest owners and / or contractors</i>

Organization's supply regions		
Indicator	Mitigation measures	Expected results
4. Wood from forests being converted to plantations or non-forest land		
4.1	<i>Evidence shows that the material supplied does not come from areas converted to non-forest land.</i>	<i>Documentation showing that wood supply does not come from forests converted to another use.</i>
5. Forest woods planted with genetically modified trees – No Specified Risk areas identified.		

5. Consulting firm

*Not applicable – Mitigation measures from the National Risk Assessment for Canada – FSC Canada (FSC-NRA-CA V1-0)
Not applicable – Mitigation measures from the National Risk Assessment for the conterminous United States of America (FSC-NRA-USA V1-0). Analysis of supply regions and implementation of mitigation measures was conducted by Nicolas Blanchette, INCOS Strategies and Ugo Lapointe, SmartCert*

6. Public consultation

No consultation required

7. Complaint management



Documented control system of the FSC traceability chain

18. Procedure for public comments or complaints handling in connection with the DDS

The **Certificate Manager** is responsible for receiving and handling FSC comments and complaints from external parties. Communications may be addressed to:

Stacey Biron, *Environmental Advisor*
Cascades Canada ULC
471, Boul. Marie-Victorin,
Kingsey Falls, Quebec,
Canada J0A 1B0
Email: stacey_biron@cascades.com
Telephone: 819-363-5750 ext. 55469

When the company receives a comment or complaint about its DDS, on the supply of controlled wood, the following steps are taken:

- a) Acknowledge of receipt to the individual or organization upon receipt of the complaint or comment: by email when received by email; on the phone when comment or complaint is done by phone; by mail if complaint arrives by mail without a telephone number or e-mail address.
- b) Within two weeks after receipt of the complaint:
 - If it is a complaint about an external risk analysis (national risk analysis), forward the complaint to the responsible entity indicated in the relevant national risk analysis.
 - Inform the complaining party of this complaint handling procedure and provide an initial response, including information that the company has forwarded the complaint if this is the case (in which case the complaint handling procedure stops here).
 - Carry out a preliminary check to determine if the complaint is based on solid evidence, comparing this evidence to the possible presence of uncontrolled wood; if the complaint is found to be significant and potentially substantiated, discuss with the complaining party on how the situation can be remedied. Before going further, forward the complaint to the Registrar and FSC Canada with the next steps to address it and indicate the precautionary principle that will be used in the meantime. If the dispute is found to be well founded, the company will begin the next steps within 2 months. If the dispute is found to be unsubstantiated at this stage, the company will explain to the complaining party, in writing, why it reaches such conclusions and upholds the findings of its previous assessment.
- c) To apply the precautionary principle while a complaint is active and unresolved, the company will inform all its involved suppliers of the problem so they can collaborate in collecting information. As far as possible, the company will try to reduce or delay incoming material from the suppliers concerned or exclude it from the FSC product groups (which may require segregation of the material).



Documented control system of the FSC traceability chain

The company will carry out a documentary or field check with the supplier(s) potentially involved (harvest or supply chain). This verification will be targeted to identify new sources of information to validate or invalidate the cornerstones of the dispute.

- a) If the new information invalidates the basis of the dispute, the company will explain to the complaining party in writing why it reaches such conclusions and upholds the findings of its previous assessment.
- b) If a non-compliance with the FSC Controlled Wood requirements is identified, corrective action requests and the means available to address them will be agreed with the suppliers involved, and the company will verify their implementation and compliance efficiency.
- c) If no corrective action is taken, the supplier (s) and their supplies will be excluded from the FSC product groups and will be in the uncontrolled wood category until such time as these suppliers have demonstrated that they can meet the requirements for controlled wood.
- d) The company will notify the complaining party, its registrar and the relevant FSC National Office (FSC Canada or FSC US) of the outcome of the complaint and any action taken to resolve it.
- e) Comments and complaints received and any correspondence and subsequent documentation on actions taken are recorded and filed for a minimum period of 5 years.